





**PLAN DE TRAVAIL ANNUEL**  
**01/01/2022 – 31/12/2022**

<b>Titre du projet :</b>	<b>Amélioration de l'accès à la justice dans les gouvernorats de Médenine et de Tataouine</b>
<b>Articulation avec les objectifs de développement durable (ODDs) :</b>	  <p><b>ODD 16 : Paix, justice, institutions efficaces</b></p> <p><b>ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</b></p>
<b>Effet et produits attendus du Plan Stratégique global du PNUD 2018-2021 :</b>	<p><b>Contexte de développement 2 :</b> Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable</p> <p><b>Solution type no 2 :</b> Mettre en place une gouvernance plus efficace, plus inclusive et plus responsable</p> <p><b>Output 2.2.3</b> Capacities, functions, and financing of rule of law and national human rights institutions and systems strengthened to expand access to justice and combat discrimination, with a focus on women and other marginalised groups</p>
<b>Effet UNSDCF et produit attendus du programme pays CPD 2021-2025 :</b>	<p><b>Effet 2 UNSDCF :</b></p> <p>En 2025, des institutions redevables soutenues par un cadre législatif harmonisé et des populations engagées garantissent le renforcement de l'état de droit, la protection des droits humains et la cohésion et justice sociales, particulièrement pour les plus vulnérables, conformément aux conventions et normes internationales et en complémentarité et interdépendance avec les efforts et développement inclusif et durable</p> <p><b>Produit 2.1 CPD :</b></p> <p>La mise en place et l'opérationnalisation des institutions démocratiques ainsi que l'application effective du cadre législatif sont consolidées conformément aux dispositions de la Constitution et aux normes et conventions internationales</p> <p><b>Produit 2.2 CPD :</b></p> <p>Les systèmes et les capacités de acteurs dans les secteurs de la justice et de la sécurité sont renforcés et leurs moyens modernisés pour plus d'efficacité, d'accessibilité et de redevabilité dans le respect des principes de l'État de droit et du droit international des droits de l'homme</p>
<b>Résultat correspondant Programme Pays HCDH</b>	<p>▪ <b>Résultat 1.1 Programme Pays HCDH :</b></p> <p>Le secteur judiciaire fonctionne dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme et offre davantage des garanties de recours aux victimes et une responsabilité pour les violations des droits de l'homme.</p>
<b>Axes et objectifs du Plan Quinquennal de Développement (PQD)</b>	<p>▪ <b>Axe Domaine de souveraineté PQD :</b></p> <p>L'objectif est d'appuyer la réforme du système judiciaire et pénitentiaire.</p>
<b>Effets attendus du projet :</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les institutions judiciaires et pénitentiaires de Médenine et Tataouine sont mieux organisées et délivrent des services de qualité conformes aux standards internationaux, y compris l'égalité de genre et la non-discrimination.</li> <li>2) La population de Médenine et Tataouine en particulier les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables accèdent sans difficultés à des services judiciaires et pénitentiaires de qualité.</li> </ol>

	<b>3)</b> Les solutions adoptées dans le cadre du projet contribuent au renforcement des connaissances et au processus national de réforme de la justice
<b>Partenaires d'exécution :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ministère de la Justice, CGPR (Comité Général des Prisons et de la Rééducation)</li> <li>▪ Organisations de la société civile</li> <li>▪ Ordre National des Avocats de Tunisie (ONAT)</li> </ul>
<b>Parties responsables :</b>	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH).

### Brève description

En 2022, le projet d'amélioration de l'accès à la justice dans les gouvernorats de Médenine et de Tataouine continuera son intervention à travers les différents effets, produits et activités suivants :

-Effet 1 : Les institutions judiciaires et pénitentiaires de Médenine sont mieux organisées et délivrent des services de qualité conformes aux standards internationaux, y compris l'égalité de genre et la non-discrimination.

Des réponses appropriées aux difficultés procédurales, organisationnelles et infrastructurelles des juridictions civiles et pénales sont développées (produit 1.1) à travers l'installation et utilisation de l'application du rapport statistique et du tableau de bord, la sécurisation et gestion des dossiers archives, l'amélioration de la fonctionnalisation du juge rapporteur (activités 1.1.1 et 1.1.2).

De plus, l'activité 1.1.3 permettra d'appuyer logiquement les différents tribunaux en équipement de sécurité, réseau informatique et vidéo surveillance.

Quant à l'activité 1.2.8, elle permettra de fournir un appui logistique à la prison de Harboub pour aménager et réhabiliter une chambre et une salle polyvalente.

En plus, les capacités des institutions judiciaires à délivrer des services de qualité conformes aux standards internationaux continueront à être renforcées, par la formation pour les OPJ sur les techniques d'enquête et ateliers d'échange police/parquet pour améliorer la collaboration (activité 1.3.3), d'une part, et par l'appui technique aux réformes législatives en matière de justice notamment l'évaluation de la cartographie judiciaire (activité.1.3.4) et l'évaluation du plan d'action de réforme de la justice 2016-2020 et à l'élaboration du nouveau plan 2021-2026 (1.3.5), d'autres part.

Ce volet renforcement des capacités des institutions continuera par la formation des intervenants dans le milieu judiciaire et pénitentiaire sur la thématique de la redevabilité et la lutte contre la corruption (activité 1.4.1).

Ces renforcements de capacités des acteurs institutionnels de la justice à délivrer des services de justice de qualité constituent une contribution importante à un changement institutionnel escompté qui sera marqué essentiellement par une performance améliorée des interventions des divers acteurs. Ce changement de la performance des acteurs de la justice bénéficiera à la population des justiciables de la région, particulièrement les plus vulnérables parmi elle.

-Pour l'effet 2 : La population de Médenine, et en particulier les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, accèdent sans difficultés à des services judiciaires et pénitentiaires de qualité, il s'agit de continuer le suivi de la réalisation des RPAs dans le cadre du partenariat avec les OSCs pour la sensibilisation de la population de Médenine (activité 2.1.2) avec une perspective de lancer à un appel à candidatures pour des Grants (02) avec la société civile de Tataouine.

Le produit 2.2 permettra à la population, en particulier les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, d'être orientées et accompagnées dans leurs démarches légales par des services d'aide juridique à travers la diffusion du système d'aide juridique ADELA notamment à travers un partenariat en la matière entre ASF (partenaire dans le projet) et le CDIS de Médenine qui encadre et accompagne principalement les populations socialement vulnérables pour

bénéficiaire des services judiciaires sans obstacles majeurs (activité 2.2.2) et le renforcement d'un service d'information des justiciables au sein des juridictions ciblées par le projet (activité 2.2.3).

Le produit 2.3, qui prévoit que la population, en particulier les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, sont accompagnées devant les juridictions par des services d'aide judiciaire délivrés par les avocats et les experts, sera atteint notamment à travers un diagnostic du fonctionnement des BAJ (activité 2.3.1) permettant l'amélioration du service d'accueil au sein des cours (activité 2.3.3).

-Quant à l'effet 3, "Les solutions adoptées dans le cadre du projet contribuent au renforcement des connaissances et au processus national de réforme de la justice", le projet achèvera la réalisation de l'enquête d'appréciation des connaissances et des perceptions à Tataouine entamée à la fin de 2021 (publication du rapport et sa dissémination) et la réalisation d'une nouvelle enquête d'appréciation des connaissances et des perceptions à Médenine, qui doit servir essentiellement à alimenter la "End Line" du projet, et ce deux années et demi après avoir réalisé dans le cadre de ce projet l'enquête "Base line". (Activité 3.1 .4).

Période couverte par le projet : 01/04/2019 – 31/12/2022

N° Award :00123429

N° Projet :00118648 / 00118647

Durée : 45 mois

**Budget total estimé : 2 982 719,55 USD**

*Dont :*

- *Ressources allouées* 2,592,204,00 USD

*Dont* 1,936,188.00 USD (ODD16+)  
447,949.00 USD (Pays Bas)  
45,067.00 USD (TRAC)

*Et* 163,000.00 USD (HCDH)

- *Ressources à mobiliser :* 390,516.00 USD

**Budget total 2022 :** 1,145,998.00 USD

Approuvé par : Eugena Song  
Représentante Résidente Adjointe

DocuSigned by:  
*Eugena Song*  
E581CA995EB5406...  
19-Feb-2022

DS  
*CA*

16-Feb-2022

DS  
*Jake*

16-Feb-2022

DS  
*JM*

17-févr.-2022

Résultats attendus en 2021	Indicateurs	Données de référence 2019	Cibles 2021
	<p><b>PS 2018-2021</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Indicator 1.6.2.2 Country has frameworks in place to prevent and respond to SGBV:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>1.6.2.2.A-Multi-sectoral policy and legislation</li> <li>1.6.2.2.B-Multi-sectoral services including justice and security</li> <li>1.6.2.2.C-Platforms for raising awareness and social mobilization</li> </ul> </li>   <li>▪ <b>Indicator 2.2.3.1</b> Country has strengthened institutions and systems supporting fulfilment of nationally and internationally ratified human rights obligations <ul style="list-style-type: none"> <li>2.2.3.1.A-Population eligible for justice</li> <li>2.2.3.1.B-Human rights</li> </ul> </li>   <li>▪ <b>Indicator 2.2.3.2</b> Number of population who have access to justice, disaggregated by sex and marginalised groups <ul style="list-style-type: none"> <li>2.2.3.2.A.1-Population eligible for justice</li> <li>2.2.3.2.A.2-Population accessing justice</li> <li>2.2.3.2.A.3-Proportion of population accessing justice</li> <li>2.2.3.2.B.1-Female eligible for justice</li> <li>2.2.3.2.B.2-Female accessing justice</li> <li>2.2.3.2.C.1-Male eligible for justice</li> <li>2.2.3.2.C.2-Male accessing justice</li> <li>2.2.3.2.C.3-Proportion of male accessing justice</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>PS 2018-2021</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1.6.2.2.A Yes</li>   <li>1.6.2.2.B No</li>   <li>1.6.2.2.C No</li>   <li>2.2.3.1 A - Yes</li> <li>2.2.3.1 B - Yes</li>   <li>2.2.3.2.A.1-Population eligible for justice (479,21)</li> <li>2.2.3.2.A.2-Population accessing justice (1091)</li> <li>2.2.3.2.A.3-Proportion of population accessing justice N/A</li> <li>2.2.3.2.B.1-Female eligible for justice 245,272</li> <li>2.2.3.2.B.2-Female accessing justice - 895</li> <li>2.2.3.2.C.1-Male eligible for justice – 234,248</li> <li>2.2.3.2.C.2-Male accessing justice – 196</li> <li>2.2.3.2.C.3-Proportion of male accessing justice N/D</li> </ul>	<p><b>PS 2018-2021</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1.6.2.2.A Yes</li>   <li>1.6.2.2.B Yes</li>   <li>1.6.2.2.C Yes</li>   <li>2.2.3.1 A - Yes</li> <li>2.2.3.1 B - Yes</li>   <li>2.2.3.2.A.1-Population eligible for justice -479,21</li> <li>2.2.3.2.A.2-Population accessing justice -2000</li> <li>2.2.3.2.A.3-Proportion of population accessing justice</li> <li>2.2.3.2.B.1-Female eligible for justice 245,272</li> <li>2.2.3.2.B.2-Female accessing justice – 800</li> <li>2.2.3.2.C.1-Male eligible for justice – 234,248</li> <li>2.2.3.2.C.2-Male accessing justice – 1200</li> <li>2.2.3.2.C.3-Proportion of male accessing justice N/D</li> </ul>

Résultats attendus en 2021	Indicateurs	Données de référence 2019	Cibles 2021
	<p>2.2.3.2.D.1-Marginalised people eligible for justice (<i>Specify type of marginalisation in "CO Comments" box</i>)</p> <p>2.2.3.2.D.2-Marginalised people accessing justice</p> <p>2.2.3.2.D.3-Proportion of marginalised people accessing justice</p>	<p>2.2.3.2.D.1-Marginalised people eligible for justice (<i>Marginalisation à définir</i>)</p> <p>2.2.3.2.D.2-Marginalised people accessing justice</p> <p>2.2.3.2.D.3-Proportion of marginalised people accessing justice</p>	<p>2.2.3.2.D.1-Marginalised people eligible for justice (marginalization à définir)</p> <p>2.2.3.2.D.2-Marginalised people accessing justice</p> <p>2.2.3.2.D.3-Proportion of marginalised people accessing justice</p>

Résultats attendus en 2021	Indicateurs	Données de référence 2019	Cibles 2021
<p><b>Projet :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Produit 1.1 :</b> Des réponses pratiques aux difficultés procédurales, organisationnelles et infrastructurelles des juridictions civiles et pénales sont développées</li> <li>▪ <b>Produit 1.2 :</b> Les conditions de détention de la prison de Harboub sont améliorées et le taux de détention préventive et provisoire prolongée est réduit</li> <li>▪ <b>Produit 1.3 :</b> Les capacités des institutions judiciaires à délivrer des services de qualité conformes aux standards internationaux sont renforcées</li> </ul>	<p><b>CPD 2015-2020</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>CPD Outcome 1:</b> les institutions civiles, politiques et administratives sont pleinement opérationnelles, dans le respect des principes universels des droits de l'Homme, de démocratie et d'égalité de genre.</li> </ul> <p><b>Indicator 1.1</b> Nombre de textes relatifs aux instances nationales soutenues intégrant les normes internationales et les bonnes pratiques  <b>Indicator 1.2</b> Nombre de rapports annuels élaborés par les instances démocratiques et les organes de régulation  <b>Indicator 1.3</b> Existence d'une stratégie nationale de réforme du système judiciaire  (0 - Not exist 1- Partially developed 2 - Strategy developed 3 - Both strategy and action plan developed)</p>	<p><b>CPD 2015-2020</b></p> <p>1.1 - 9  1.2 - 7  1.3 - 1</p>	<p><b>CPD 2015-2020</b></p> <p>1.1. 7 (atteint)  1.2 35  1.3 - 3</p>
	<p><b>Projet</b></p> <p><b>Ind 1.1.1</b> Temps moyen de traitement des affaires pénales et civiles (désagrégation hommes, femmes, jeunes, personnes âgées, étrangers)</p> <p><b>Ind 1.1.2</b> Réduction du temps de localisation des dossiers archivés et du pourcentage de dossiers non-localisés. (Cible = 20% de moins)</p> <p><b>Ind 1.2.1</b> Degré de conformité des conditions de détention à la prison de Harboub avec les standards internationaux (Règles de Mandela et autres) (cible = 3/7)</p>	<p><b>Projet</b></p> <p>1.1 Difficultés qui ralentissent le travail des juridictions de Médenine : procédures trop lourdes, faible informatisation, manque de personnel</p> <p>1.2.1 Étude sur l'état des lieux de la prison de Harboub  1.2.2 53% de prévenus à la date du 22.03.2017</p>	<p><b>Cible 2020 :</b></p> <p>1.1.1 = 30% de moins  1.1.2 = 20% de réduction du temps de localisation des dossiers archivés et du pourcentage de dossiers non-localisés.</p> <p>1.2.1 Amélioration d'au moins 3 thématiques sur les 7 listées par les standards internationaux</p>

Résultats attendus en 2021	Indicateurs	Données de référence 2019	Cibles 2021
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Produit 1.4</b> : Les mécanismes de redevabilité des institutions judiciaires et pénitentiaires sont renforcés au niveau local afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</li> <li>▪ <b>Produit 2.1</b> : La population et en particulier les groupes vulnérables sont informés de leurs droits et des démarches pour saisir la justice</li> <li>▪ <b>Produit 2.2</b> : La population et en particulier les groupes vulnérables sont orientés et accompagnés dans leurs</li> </ul>	<p><b>Ind 1.2.2</b> % du taux de détention préventive et provisoire (indicateur ODD Tunisie) dans la prison de Harboub (cible = 20% de moins)</p> <p><b>Ind 1.3.1</b> % des participants qui auto-évaluent la formation comme étant utile pour leur travail au quotidien (cible = 50%)</p> <p><b>Ind 1.4.1</b> Nombre d'évaluations sur les risques de corruption validées par le comité de pilotage de l'ilot d'intégrité (cible = 1)</p> <p><b>Ind 1.4.2</b> Nombre de Plan d'action validés par le CoPil (cible = 1)</p> <p><b>Ind 1.4.3</b> % du Plan d'action réalisé (cible = 30)</p> <p><b>Ind 1.4.4</b> % de personnes déclarent avoir subi ou pratiqué un acte de corruption de la part d'un acteur de justice (avocat, magistrat, greffier, huissier...) dans les derniers 12 mois (cible = 5)</p> <p><b>Ind 2.1.1</b> Degré d'information de la population de Médenine sur ses droits (cible = 40% de plus)</p> <p><b>Ind 2.2.1</b> Degré d'information et d'accompagnement des justiciables (cible = 40% de plus)</p> <p><b>Ind 2.2.2</b> Nombre de personnes bénéficiant des séances d'orientation juridique (cible = 500)</p> <p><b>Ind 2.3.1</b> Degré de satisfaction des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle (cible = 30% de plus)</p> <p><b>Ind 3.1.1</b> Nombre de bonnes pratiques validés pour généralisation (cible = 3)</p> <p><b>Ind 3.2.1</b> Nombre d'initiatives régionales et internationales développées (cible = 4)</p>	<p>1.3.1 N/A Diagnostic sur les besoins en formation</p> <p>1.4 N/D</p>	<p>1.2.2 Réduction de 20% du taux de détention préventive et provisoire dans la prison de Harboub</p> <p>1.2.3 Augmentation de 40% du degré d'information de la population de Médenine sur ses droits</p> <p>1.3.1 Au moins 50% des participants auto-évaluent la formation comme étant utile pour leur travail au quotidien</p> <p>1.4 Une évaluation sur les risques de corruption validé par le comité de pilotage de l'ilot d'intégrité Un Plan d'action validé par le CoPil 30% du Plan d'action réalisé 5% de personnes déclarent avoir subi ou pratiqué un acte de corruption de la part d'un acteur de justice (avocat,</p>

Résultats attendus en 2021	Indicateurs	Données de référence 2019	Cibles 2021
<p>démarches légales par des services d'aide juridique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Produit 2.3</b> : La population et en particulier les groupes vulnérables sont accompagnées devant les juridictions par des services d'aide judiciaire délivrés par les avocats et les experts</li> <li>▪ <b>Produit 3.1</b>: La capitalisation des expériences et des bonnes pratiques développées dans le cadre du projet est assurée et remonte au niveau national</li> <li>▪ <b>Produit 3.2</b> : La coopération internationale, y</li> </ul>		<p><b>2.1.1</b> Enquête de perception initiale et finale</p> <p><b>2.2.1 &amp; 2.2.2</b> : Etat des lieux des besoins de la population des justiciables en cours de réalisation (dans le cadre de l'Enquête Perception)</p> <p><b>2.3.1</b> Etat des lieux des besoins de la population des justiciables et du fonctionnement des BAJ en cours de réalisation (dans le cadre de l'Enquête Perception)</p> <p><b>3.1.1</b> : Enquête de perception et étude/analyse de la situation au début entamée</p> <p><b>3.2.1</b>: Aucune initiative régionale ou internationale réalisée</p>	<p>magistrat, greffier, huissier...) dans les derniers 12 mois</p> <p><b>2.1.1</b> Augmentation de 40% du degré d'information de la population de Médenine sur ses droits</p> <p><b>2.2.1</b> Augmentation de 40%</p> <p><b>2.2.2</b> Au moins 500 personnes bénéficieront des séances d'orientation juridique</p> <p><b>2.3.1</b> : Augmentation de 30% du degré de satisfaction des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle</p> <p><b>3.1.1</b>: Au moins 3</p> <p><b>3.2.1</b> : 2 conférences régionales, 1 voyage d'étude, 1 conférence internationale</p>



<b>Résultats attendus en 2021</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Données de référence 2019</b>	<b>Cibles 2021</b>
compris celle Sud-Sud et triangulaire, en matière d'accès à la justice est renforcée			

**Effet 1 : Les institutions judiciaires et pénitentiaires de Médenine sont mieux organisées et délivrent des services de qualité conformes aux standards internationaux, y compris l'égalité de genre et la non-discrimination**

Produits attendus & Indicateurs	Activités planifiées	T1	T2	T3	T4	Responsabilité	Description Budgétaire	Montant	Fonds ODD16+	Autres fonds
<p><b>Produit 1.1 :</b> Des réponses pratiques aux difficultés procédurales, organisationnelles et infrastructurelles des juridictions civiles et pénales sont développées</p> <p><b>Base line :</b> Difficultés qui ralentissent le travail des juridictions de Médenine : procédures trop lourdes, faible informatisation, manque de personnel</p> <p><b>Cible fin 2022 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction de 30% de temps moyen de traitement des dossiers</li> <li>- 20% de réduction du temps de localisation des dossiers archivés et du pourcentage de dossiers non-localisés.</li> </ul> <p><b>Indicateurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ind 1.1.1 Temps moyen de</li> </ul>	1.1.1 Modernisation des juridictions et gestion des archives (projet NCSC)					PNUD/HCDH	RPA	128 000	128 000	0
						PNUD/HCDH	Service delivery (Spot check)	4 000	4 000	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
	1.1.2 Réorganisation du tribunal (projet NCSC)					PNUD/HCDH	RPA	30 000	30 000	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
	1.1.3 Appui logistique (équipement, y compris informatique et petits travaux d'infrastructure) (Médenine et Tataouine)					PNUD/HCDH	IT Equipment	20 000	20 000	0
						PNUD/HCDH	Consultant (Nat /Architecte)	14 500	14 500	0
						PNUD/HCDH	Service delivery (système vidéo surveillance)	26 000	26 000	0
						PNUD/HCDH	Service delivery (Aménagement salle) Peinture Faux plafond Ameublement)	50 000	28 230	21 770
						PNUD/HCDH	Service delivery (système sonorisation)	10 000	10 000	0
					PNUD/HCDH	Service delivery (travaux génie civile TC Medenine et TC Benguerdane)	65 000	0	65 000	

traitement des affaires pénales et civiles (désagrégation hommes, femmes, jeunes, personnes âgées, étrangers) (cible = 30% de moins) - Ind 1.1.2 Réduction du temps de localisation des dossiers archivés et du pourcentage de dossiers non-localisés. (Cible = 20% de moins)				PNUD/HCDH	Travel and DSA	2 000	2 000	0
				PNUD/HCDH	Appui Technique (STAFF)	18 157	18 157	0
				PNUD/HCDH	DES	4 339	0	4 339
<b>Sous-total</b>						<b>371 996</b>	<b>280 887</b>	<b>91 109</b>
<b>Produit 1.2</b> : Les conditions de détention de la prison de Harboub sont améliorées et le taux de détention préventive et provisoire prolongée est réduit	1.2.1 Etat des lieux et système de veille de la détention préventive et provisoire			HCDH	Consultant (Nat)	0	0	0
	1.2.2 Rapport sur les conditions de détention dans la prison de Harboub et à la fin du projet			HCDH	Staff	0	0	0
	1.2.3 Formation des agents de la prison de Harboub sur les conditions de détention			HCDH	Staff	0	0	0
<b>Base line</b> : - Étude sur l'état des lieux de la prison de Harboub - 53% de prévenus à la date du 22.03.2017	1.2.6 Activités de prévention contre les violences faites aux femmes (formation/sensibilisation des acteurs de Tataouine)			PNUD/HCDH	Workshops	0	0	0
				PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
				PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0
<b>Cible fin 2022 :</b>								

- Amélioration d'au moins 3 thématiques sur les 7 listées par les standards internationaux									
	1.2.7 Aide légale aux détenus, y compris les étrangers				HCDH	Staff	-	-	-
- Réduction de 20% du taux de détention préventive et provisoire dans la prison de Harboub	1.2.8 Appui logistique (équipement, y compris informatique, cabines téléphoniques, espaces de visite et petits travaux d'infrastructure)				PNUD/HCDH	Travel and DSA	2 000	2 000	0
					PNUD/HCDH	Equipment Service delivery	110 000	110 000	0
					PNUD/HCDH	Appui technique (STAFF)	16 871	16 871	0
					PNUD/HCDH	DES	0	0	0
<b>Indicateurs :</b>									
- Ind 1.2.1 Degré de conformité des conditions de détention à la prison de Harboub avec les standards internationaux (Règles de Mandela et autres) (cible = 3/7)									
- Ind 1.2.2 % du taux de détention préventive et provisoire (indicateur ODD Tunisie) dans la prison de Harboub (cible = 20% de moins)									
<b>Sous-total</b>							<b>128 871</b>	<b>128 871</b>	<b>0</b>

<p><b>Produit 1.3 :</b> Les capacités des institutions judiciaires à délivrer des services de qualité conformes aux standards internationaux sont renforcées</p> <p><b>Base line :</b> Diagnostic sur les besoins en formation</p> <p><b>Cible fin 2022 :</b> Au moins 50% des participants auto-évaluent la formation comme étant utile pour leur travail au quotidien</p> <p><b>Indicateur :</b> Ind 1.3.1 % des participants qui auto-évaluent la formation comme étant utile pour leur travail au quotidien (cible = 50%)</p>	1.3.3 Formation pour les OPJ sur les techniques d'enquête et ateliers d'échange police/parquet pour améliorer la collaboration (Medenine et Tataouine) (en partenariat RSS) (voir avec UNODC)					PNUD/HCDH	Consultant (Nat)	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Workshop	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Service delivery IMPRESSION	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0		
	X	1.3.4 Appui techniques aux réformes législatives en matière de justice (Carte judiciaire, Codes pénaux, aide légale, inspection etc.)					PNUD/HCDH	Consultant (INT)	12 500	0	12 500	
							PNUD/HCDH	Service delivery impression	0	0	0	
							PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0	
		1.3.5 Appui au suivi du Plan d'Action de réforme de la Justice (2016-2020) et à l'élaboration du nouveau plan 2021-2026						PNUD/HCDH	Consultant (Nat)	9 000	9 000	0
								PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0
								PNUD/HCDH	Evènementiel	0	0	0
							PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0	
						PNUD/HCDH	Appui technique	16 871	16 871	0		
						PNUD/HCDH	DES	625	0	625		
<b>Sous-total</b>								<b>38 996</b>	<b>25 871</b>	<b>13 125</b>		
<p><b>Produit 1.4 :</b> Les mécanismes de redevabilité des institutions judiciaires et pénitentiaires sont renforcés au niveau local afin de réduire les risques de corruption et</p>	1.4.1 formations des intervenants dans le milieu judiciaire et pénitentiaire sur la thématique de la redevabilité et la lutte contre la corruption (Tataouine)					PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Equipment	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0		
						PNUD/HCDH	Appui technique	13 732	13 732	0		
						PNUD/HCDH	DES	0	0	0		

<p>améliorer la confiance des citoyens</p> <p><b>Base line :</b> Étude de perception (initiale)</p> <p><b>Cible fin 2021 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Une évaluation sur les risques de corruption validé par le comité de pilotage de l'ilot d'intégrité</li><li>- Un Plan d'action validé par le CoPil</li><li>- 30% du Plan d'action réalisé</li><li>- 5% de personnes déclarent avoir subi ou pratiqué un acte de corruption de la part d'un acteur de justice (avocat, magistrat, greffier, huissier.....) dans les derniers 12 mois</li></ul> <p><b>Indicateurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Ind 1.4.1 Nombre d'évaluations sur les risques de corruption validées par le comité de pilotage</li></ul>								
--	--	--	--	--	--	--	--	--

de l'ilot d'intégrité (cible = 1) - Ind 1.4.2 Nombre de Plan d'action validés par le CoPil (cible = 1) - Ind 1.4.3 % du Plan d'action réalisé (cible = 30) Ind 1.4.4 % de personnes déclarent avoir subi ou pratiqué un acte de corruption de la part d'un acteur de justice (avocat, magistrat, greffier, huissier.....) dans les derniers 12 mois (cible = 5)									
<b>Sous-total</b>							<b>13 732</b>	<b>13 732</b>	<b>0</b>
<b>Sous-total</b>							<b>553 595</b>	<b>449 361</b>	<b>104 234</b>
<b>Effet 1 :</b>									

**Effet 2 : La population de Médenine, et en particulier les femmes et les groupes vulnérables, font valoir leurs droits en justice**

Produits attendus & Indicateurs	Activités planifiées	T1	T2	T3	T4	Responsabilité	Description Budgétaire	Montant	Fonds ODD16+	Autres fonds
<b>Produit 2.1</b> : La population et en particulier les groupes vulnérables sont informées de leurs droits et des démarches pour saisir la justice	2.1.1 Créer et former une dynamique régionale d'OSC avec une expertise en matière de justice, notamment dans la					PNUD/HCDH	Evènementiel	0	0	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	4 000	4 000	0
						PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	4 000	4 000	0
						PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0

<b>Base line :</b> Enquête de perception initiale et finale  <b>Cible fin 2021 :</b> Augmentation de 40% du degré d'information de la population de Médenine sur ses droits	prise en charge des VFF et des DESC (Atelier de restitution des travaux des association à Medenine et formation gestion pour les Grants Tataouine/)					PNUD/HCDH	Grants (femmes/personnes vulnérables Tataouine)	42 000	42 000	0
	<b>Indicateurs :</b> Ind 2.1.1 Degré d'information de la population de Médenine sur ses droits (cible = 40% de plus)	2.1.2 Les OSC délivrent une campagne grand public de sensibilisation sur les droits, les démarches pour saisir la justice, y compris en matière de VFF et des DESC (Medenine et Tataouine)					PNUD/HCDH	RPA (Medenine : Ain/ AJEM)	13 200	13 200
						PNUD/HCDH	Service Delivery (Spot check)	2 000	2 000	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
						PNUD/HCDH	Appui technique	13 732	13 732	0
						PNUD/HCDH	DES	0	0	0
2.1.3 Campagne d'information du grand public sur le niveau national (spot vidéo) et sur le niveau régional (Medenine et Tataouine) sur les droits liés à l'accès à la justice en utilisant des supports variés : Dépliants/Outils audiovisuels/ radios locales						PNUD/HCDH	Evènementiel	30 000	30 000	0
					PNUD/HCDH	Travel and DSA	5 000	5 000	0	
<b>Sous-total</b>								<b>113 932</b>	<b>113 932</b>	<b>0</b>
<b>Produit 2.1</b>								<b>113 932</b>	<b>113 932</b>	<b>0</b>
						PNUD/HCDH	RPA	200 055	200 055	0



<p><b>Produit 2.2</b> : La population et en particulier les groupes vulnérables sont orientées et accompagnées dans leurs démarches légales par des services d'aide juridique</p> <p><b>Base line</b> : Etat des lieux des besoins de la population des justiciables en cours de réalisation (dans le cadre de l'Enquête Perception)</p> <p><b>Cible fin 2022</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de 40%</li> <li>- Au moins 500 personnes bénéficieront des séances d'orientation juridique</li> </ul> <p><b>Indicateurs</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ind 2.2.1 Degré d'information et d'accompagnement des justiciables (cible = 40% de plus)</li> <li>- Ind 2.2.2 Nombre de personnes bénéficiant des séances d'orientation juridique (cible = 500)</li> </ul>	2.2.1 Renforcement des services d'aide juridique (y compris pour les VFF et DESC) au sein d'une administration étatique (CDIS, DPS ou Mairie) (ASF)					PNUD/HCDH	Service delivery (Spot check)	6 000	6 000	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
	2.2.2 Diffusion du système d'aide juridique ADELA (ASF)					PNUD/HCDH	RPA	0	0	0
						PNUD/HCDH	Service delivery	0	0	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
	2.2.3 Renforcement d'un service d'information des justiciables au sein des juridictions ciblées par le projet (ASF)					PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
						PNUD/HCDH	Service delivery	0	0	0
						PNUD/HCDH	Appui technique	16 871	16 871	0
						PNUD/HCDH	DES	0	0	0
	<b>Produit 2.2</b>								<b>222 926</b>	<b>222 926</b>
<p><b>Produit 2.3</b> : La population et en particulier les groupes vulnérables sont accompagnées devant les juridictions par des services</p>	2.3.1 État des lieux sur le fonctionnement et l'analyse des besoins des BAJ ciblés par le projet (ASF)					PNUD/HCDH	RPA	0	0	0
						PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0
						PNUD/HCDH	Service delivery	0	0	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
						PNUD/HCDH	Publication	0	0	0

<p>d'aide judiciaire délivrés par les avocats et les experts</p> <p><b>Base line :</b> Etat des lieux des besoins de la population des justiciables et du fonctionnement des BAJ en cours de réalisation (dans le cadre de l'Enquête Perception)</p> <p><b>Cible fin 2022 :</b> Augmentation de 30% du degré de satisfaction des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle</p> <p><b>Indicateurs :</b> Ind 2.3.1 Degré de satisfaction des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle (cible = 30% de plus)</p>	2.3.2 Renforcer le fonctionnement des BAJ, notamment en termes de coordination avec les services juridiques des CDIS/DPS/Mairie, en coordination avec l'ONAT (ASF)					PNUD/HCDH	Consultant (Nat)	0	0	0
	2.3.3 Amélioration du service d'accueil au sein des cours (Formation accueil tataouine)					PNUD/HCDH	Consultant (Nat)	0	0	0
						PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0
						PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA		0	0
						PNUD/HCDH	Appui technique	13 732	13 732	0
						PNU/HCDH	DES	0	0	0
								<b>13 732</b>	<b>13 732</b>	<b>0</b>
<b>Total Effet 2</b>								<b>350 590</b>	<b>350 590</b>	<b>0</b>

**EFFET 3 : Les solutions adoptées dans le cadre du projet contribuent au renforcement des connaissances et au processus national de réforme de la justice**

Produits attendus & Indicateurs	Activités planifiées	T1	T2	T3	T4	Responsabilité	Description Budgétaire	Montant	Fonds ODD16+	Autres fonds
<b>Produit 3.1:</b> La capitalisation des expériences et des bonnes pratiques développées dans le cadre du projet est assurée et remonte au niveau national	3.1.1 Mettre en place un comité régional de coordination pour l'accès à la justice					PNUD/HCDH	Conférence (Nat)	0	0	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
	3.1.4 Enquête de perception et étude/analyse de la					PNUD/HCDH	Consultant (Nat)	0	0	0
						PNUD/HCDH	Travel and DSA	13 473	8 876	4 597

<p><b>Base line :</b> Enquête de perception et étude/analyse de la situation au début entamée</p> <p><b>Cible fin 2021 :</b></p> <p>Au moins 1</p> <p><b>Indicateurs :</b></p> <p>Ind 3.1.1 Nombre de bonnes pratiques validés pour généralisation (cible = 3)</p>	situation au début et à la fin du projet (End line Medenine, enquête légère suivi principaux indicateurs)					PNUD/HCDH	Service delivery Impression rapport final	0	0	0	
						PNUD/HCDH	Conference (Nat)	0	0	0	
	3.1.5 Une consultation nationale sur l'accès à la justice dans le cadre de la préparation du nouveau plan quinquennal du MJ ;						PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0
							PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0
							PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
							PNUD/HCDH	Appui technique	24 892	24 892	0
							PNUD/HCDH	DES	0	0	230
							PNUD/HCDH	Workshop (Nat)	0	0	0
	3.1.6 Atelier de restitution sur le projet accès à la justice à Medenine et Tataouine						PNUD/HCDH	Service delivery Impression	0	0	0
							PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0
							PNUD/HCDH	Service delivery Conception et impression	0	0	0
	3.1.7 Conception, impression et présentation des actes de colloque de l'ATDC						PNUD/HCDH	Workshop	0	0	0
							PNUD/HCDH	Workshop	0	0	0
<b>Sous-total</b>								<b>38 595</b>	<b>33 768</b>	<b>4 827</b>	
<p><b>Produit 3.2 :</b> La coopération internationale, y compris celle Sud-Sud et triangulaire, en matière d'accès à la justice est renforcée</p> <p><b>Base line :</b></p> <p>Aucune initiative régionale ou internationale réalisée</p> <p><b>Cibles fin 2022 :</b></p> <p>Participation à 1 conférences régionale ou internationale ou 1 voyage d'étude</p> <p><b>Indicateurs :</b></p>	3.2.2 Faciliter la participation à des conférences et ateliers internationaux sur la thématique de l'accès à la justice					PNUD/HCDH	Travel and DSA	0	0	0	

Ind 3.2.1 Nombre d'initiatives régionales et internationales développées (cible = 1)					PNUD/HCDH	Appui technique	2 572	2 572	0
					PNUD/HCDH	DES	0	0	0
<b>Sous - total</b>							<b>2 572</b>	<b>2 572</b>	<b>0</b>
<b>Sous – total Effet 3</b>							<b>41 167</b>	<b>36 340</b>	<b>4 827</b>
<b>Total Effets 1+2+3</b>							<b>945 352</b>	<b>836 291</b>	<b>109 061</b>

<b>Frais de gestion (Ressources humains, frais de fonctionnement bureau, évaluation)</b>	115 757	115 757	0
<b>Ressources humaines</b> (Appui technique, appui administratif et logistique)	49 857	49 857	0
<b>Frais de fonctionnement bureau</b>	65 900	65 900	0
Location de bureaux	20 000	20 000	0
Evaluation & Audit	12 000	12 000	0
Formation du staff	6 000	6 000	0
Carburant et entretiens véhicules	12 000	12 000	0
Télécommunication et internet et autres	15 000	15 000	0
Eau minérale et frais divers	420	420	0
Frais de visibilité du projet	480	480	0
<b>Total partiel</b>	<b>1 061 109</b>	<b>952 048</b>	<b>109 061</b>
<b>GMS (8%)</b>	<b>84 889</b>	<b>76 164</b>	<b>8 725</b>
<b>Total Plan de Travail Annuel 2022</b>	<b>1 145 998</b>	<b>1 028 212</b>	<b>117 786</b>